



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/48/757  
14 décembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-huitième session  
Point 138 a) de l'ordre du jour

ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU FINANCEMENT DES OPERATIONS DE  
MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES : FINANCEMENT DES OPERATIONS DE  
MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/48/470).

2. Comme indiqué au paragraphe 2 de l'introduction de ce rapport, le Comité consultatif, dans son rapport A/47/757, avait notamment recommandé :

"Que l'on envisage de présenter [au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix] des prévisions budgétaires annuelles, fondées sur le coût des opérations de maintien de la paix en cours, qui pourraient être actualisées au moment de la présentation des prévisions révisées, et de ménager au Secrétaire général une période de transition pour lui permettre de déterminer s'il serait possible d'appliquer un système de financement annuel pour les frais généraux, notamment l'appui aux programmes, la location de locaux à usage de bureaux et les achats de matériel, au prorata du coût de toutes les opérations de maintien de la paix."

3. Un rapport a été présenté au Comité consultatif en juillet 1993; celui-ci a toutefois estimé que ce rapport devait être soumis pour examen à l'Assemblée générale car il élargissait considérablement l'utilisation du compte d'appui. Dans l'intervalle, afin de parer aux besoins les plus pressés des bureaux concernés, le Comité a donné son assentiment pour que soient prélevés sur le compte d'appui 4 millions de dollars, pour financer notamment 72 postes pendant quatre mois, la mise en place d'une salle d'opérations, l'amélioration des logiciels, l'acquisition de matériel spécialisé pour le Service médical, et des services contractuels de traduction.

4. Comme suite à la recommandation du Comité, le Secrétaire général a présenté son rapport sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/48/470), dont la section II traite de la question de l'établissement de prévisions budgétaires annuelles pour le compte d'appui, la section III de la méthode de répartition et du financement des dépenses d'appui et la section IV des ressources nécessaires pour 1993-1994. Dans la section V, le Secrétaire général récapitule les mesures que l'Assemblée générale devra prendre, à savoir : a) décider d'établir des prévisions budgétaires annuelles pour le compte d'appui, b) décider de maintenir les dispositions actuelles relatives au financement du compte d'appui, à savoir continuer d'inscrire au budget de chaque opération de maintien de la paix un montant égal à 8,5 % du coût de l'élément civil de la mission; c) autoriser le prélèvement sur le compte d'appui des ressources nécessaires pour 1993 et 1994, comme indiqué dans le rapport, y compris le montant de 4 millions de dollars pour lequel le Comité consultatif a déjà donné son assentiment.

5. Etant donné que le Comité consultatif a dû examiner à la présente session le projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général pour 1994-1995, il n'a pu examiner en détail le rapport sur le compte d'appui avant le 6 décembre 1993. Cela étant, et vu qu'il doit encore examiner avant la fin de l'année les prévisions budgétaires pour 17 opérations de maintien de la paix ainsi qu'un certain nombre d'autres rapports ayant des incidences budgétaires, le Comité n'a pas eu le temps matériel de demander et recevoir des informations complémentaires ni d'analyser les propositions concernant l'établissement de prévisions budgétaires annuelles et la méthode de répartition et de financement des dépenses d'appui. Or, ce sont là des sujets importants qui, de l'avis du Comité, méritent un examen approfondi.

6. Le Comité a donc décidé de ne se prononcer sur ces propositions qu'à sa session de printemps de 1994. A cet égard, il prie le Secrétaire général de lui soumettre à ce moment-là, pour examen, un rapport comportant des propositions concrètes et des justifications concernant l'ampleur et l'utilisation du compte d'appui ainsi que l'ampleur et l'utilisation des crédits inscrits au budget ordinaire aux fins du financement des activités d'appui aux opérations de maintien de la paix. Le Comité demande à être informé des critères utilisés pour distinguer l'appui aux opérations de maintien de la paix des autres activités, de façon à pouvoir se prononcer sur le financement des divers postes (voir aussi le paragraphe 18 ci-après).

7. Les recommandations du Comité concernant la section IV du rapport du Secrétaire général (A/48/470), c'est-à-dire les ressources nécessaires pour 1993 et 1994, sont exposées dans les paragraphes ci-après. Pour ce qui est de 1994, elles concernent uniquement le premier semestre (janvier à juin). Le Comité prie le Secrétaire général de lui soumettre, à sa session de printemps, dans le rapport susmentionné, les ressources nécessaires pour la période allant de juillet à décembre 1994. Les recommandations figurant dans les paragraphes ci-après sont sans préjudice de la position que le Comité pourra adopter concernant les questions visées au paragraphe 6 ci-dessus, et n'impliquent pas que le Comité souhaite modifier l'ampleur et l'utilisation du compte d'appui, telles qu'envisagées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 45/258 et 47/218 A.

8. Les ressources demandées par le Secrétaire général sont destinées à couvrir les dépenses de personnel et des dépenses d'autres types. Ces dernières sont traitées aux paragraphes 24 à 37 du rapport du Secrétaire général (A/48/470). Le Comité consultatif relève que les montants indiqués dans ces paragraphes pour 1993 sont les mêmes que ceux qui lui ont été présentés en juillet, c'est-à-dire qu'il n'a pas été tenu compte des 4 millions de dollars pour lesquels le Comité a donné son assentiment et dont une partie a été utilisée pour couvrir des dépenses autres que les dépenses de personnel.

9. Aux paragraphes 27 à 33 de son rapport, le Secrétaire général traite des ressources nécessaires en 1993 pour couvrir les frais de réinstallation et les dépenses y afférentes, le coût du matériel et des communications, l'amélioration du logiciel, et les services contractuels. Le Comité relève à l'annexe XIII qu'un montant total de 2 210 000 dollars a été dépensé jusqu'à présent en 1993 pour ces objets de dépense, avec son assentiment.

10. En réponse aux questions du Comité, les représentants du Secrétaire général ont confirmé qu'aucune dépense n'avait été engagée en 1993 pour les objets de dépense traités aux paragraphes 24 à 26 du rapport du Secrétaire général (frais de voyage et formation), aucune autorisation n'ayant été accordée à ce titre.

11. Comme indiqué aux paragraphes 34 à 36 du rapport du Secrétaire général, les crédits demandés pour les services contractuels en 1993 (sur lesquels un montant de 330 000 dollars a été autorisé) correspondent au coût des services contractuels de traduction nécessaires pour résorber l'arriéré dans la traduction de la documentation. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que le Bureau des services de conférence avait également demandé un crédit pour pouvoir fournir des services d'interprétation, lors de séances programmées, à certains organes ad hoc qui jusque-là ne pouvaient compter sur de tels services qu'en fonction des disponibilités. Cette demande ne figure pas dans le rapport du Secrétaire général.

12. Les ressources nécessaires pour 1994 au titre des dépenses autres que les dépenses de personnel, traitées aux paragraphes 24 à 37 du rapport du Secrétaire général, se limitent à un montant de 365 000 dollars pour les frais de voyage. Comme indiqué au paragraphe 24, ce montant comprend 325 000 dollars pour le Groupe de gestion des forces de réserve du Département des opérations de maintien de la paix et 40 000 dollars pour la Division du financement des opérations de maintien de la paix. (Le Comité a été informé que le chiffre de 375 000 dollars indiqué au paragraphe 24 aurait dû en fait être 325 000 dollars.) Le Comité consultatif n'approuve pas le montant de 40 000 dollars demandé. Il recommande d'autoriser, à ce stade, un montant de 150 000 dollars pour couvrir les frais de voyage du Groupe de gestion des forces de réserve.

13. Comme il est rappelé dans le rapport du Secrétaire général, au 1er mai 1993, 194 postes étaient financés par prélèvement sur le compte d'appui; et l'équivalent de 40 postes supplémentaires étaient financés par des crédits ouverts au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions). En juillet 1993, l'assentiment du Comité a été demandé pour la création de 199 postes supplémentaires; comme indiqué, le Comité a alors approuvé la création de 72 postes, pour quatre mois (août-novembre 1993).

14. Selon la rubrique Nouvelles propositions de l'annexe X, les 127 nouveaux postes restants demandés par le Secrétaire général auraient été nécessaires en 1993 pour les mois de novembre et décembre. Le Comité relève dans la même annexe que les 72 postes qu'il a autorisés en juillet sont indiqués pour la période allant d'août à décembre 1993. Il fait observer qu'à strictement parler, ces 72 postes auraient dû être inclus dans les Nouvelles propositions de l'annexe X pour le mois de décembre.

15. L'annexe IV fournit des renseignements supplémentaires sur les 199 postes et leur répartition par unité administrative tant en 1993 qu'en 1994. La façon dont les postes auraient été répartis en 1993 peut être récapitulée comme suit :

Département des opérations de maintien de la paix (non compris la Division des opérations hors Siège)	83
Division des opérations hors Siège	63
Département de l'information	1
Département de l'administration et de la gestion (non compris la Division de la vérification interne des comptes)	49
Division de la vérification interne des comptes	<u>3</u>
Total	<u>199</u>

16. Comme indiqué au paragraphe 19 et à l'annexe IV, la répartition indiquée ci-dessus ne serait pas la même en 1994; un certain nombre de postes seraient transférés entre les diverses unités administratives. Bien que ces transferts soient indiqués à l'annexe V, le Comité consultatif estime que la présentation de l'annexe IV aurait pu être plus claire.

17. L'évaluation des 199 postes proposés a été d'autant plus difficile que le rapport n'indique pas les effectifs disponibles (quelle que soit la source de financement) dans les unités administratives indiquées à l'annexe IV. Les tableaux de l'annexe V donnent ces informations au niveau des départements ou des bureaux, mais pas toujours à celui des unités administratives de l'annexe IV. Par exemple, des données sont fournies pour l'ensemble des effectifs du Département des opérations de maintien de la paix, mais non pas pour la salle d'opérations, pour laquelle un grand nombre de postes sont demandés, comme cela est indiqué à l'annexe IV.

18. Les recommandations du Comité consultatif concernant les 199 postes proposés et leur répartition entre les unités administratives mentionnées à l'annexe IV sont récapitulées ci-après. Le Comité fait en outre part de ses observations concernant les unités administratives qui, à son avis, appellent tout particulièrement des éclaircissements. Comme indiqué ci-dessus, ces recommandations portent sur la période allant de janvier à juin 1994. Le Comité prie le Secrétaire général de lui soumettre, dans le rapport demandé au paragraphe 6 ci-dessus, des données détaillées sur les effectifs nécessaires pour le reste de 1994. Il recommande en outre que le Secrétaire général indique

/...

les résultats des études de la charge de travail pour justifier les effectifs de chaque unité administrative et les effectifs complémentaires demandés; il devrait également indiquer si les postes ont été dûment classés. Dans bien des cas, il faudrait plus d'informations concernant les fonctions correspondant aux postes proposés. En demandant ces informations, le Comité tient à souligner que, selon les représentants du Secrétaire général, les besoins en personnel d'un certain nombre d'unités administratives pour lesquelles des postes ont été demandés n'ont pas encore été déterminés de façon définitive. A ce propos, il demande aussi que la création d'unités distinctes chargées de fonctions diverses soit dûment justifiée et expliquée. Lorsqu'il aura reçu ces informations, le Comité sera mieux en mesure de se prononcer dans le détail sur le nombre de postes demandés et sur les classes proposées.

19. Comme l'indique le tableau du paragraphe 32 du présent rapport, le Comité consultatif recommande que la salle d'opérations soit dotée d'un effectif total de 15 postes : un poste P-5 pour le chef de la salle, un poste P-4 pour le chef adjoint, un poste d'agent des services généraux dont le titulaire aidera le chef et le chef adjoint, et quatre postes P-4, quatre postes P-3 et quatre postes d'agent des services généraux, pour les quatre équipes qui devraient se relayer pour assurer le fonctionnement de la salle.

20. Les propositions du Secrétaire général concernant la salle d'opérations sont particulièrement difficiles à comprendre. Cela tient en partie au fait qu'il propose, au paragraphe 19 de son rapport, de réaffecter 10 postes de la salle d'opérations à d'autres services, alors qu'il demande, dans le projet de budget-programme, que l'on crée, pour cette salle, 10 autres postes qui seront financés à l'aide du budget ordinaire [voir à ce propos le projet de budget-programme (A/48/6 (chap. 4), par. 4.9) et les observations connexes du Comité consultatif (A/48/7, par. II.48)].

21. Le Comité a été informé que le fonctionnement de la salle d'opérations exigeait 20 postes, dont deux correspondent à des postes approuvés au titre du compte d'appui avant mai 1993. En conséquence, le Secrétaire général demande pour 1993 la création de 18 postes, à propos desquels il donne des renseignements supplémentaires à l'annexe IV de son rapport. Le Comité a de plus été informé que les 20 postes se répartiraient comme suit : un poste D-1, trois postes P-5, six postes P-4, quatre postes P-3 et six postes d'agent des services généraux. Au 1er janvier 1994, 10 de ces postes (1 D-1, 1 P-5, 3 P-4, 2 P-3 et 3 agents des services généraux) seraient transférés à d'autres services et remplacés par les 10 postes demandés au titre du budget ordinaire.

22. Dans la mesure où la salle d'opérations est censée fournir un appui opérationnel direct aux opérations de maintien de la paix sur le terrain, et considérant qu'à son avis la création à cette fin de 10 postes inscrits au budget ordinaire n'a pas été suffisamment justifiée, le Comité n'approuve pas la création des postes en question. Il recommande qu'à ce stade l'Assemblée approuve 15 postes au titre du compte d'appui (1 poste P-5, 5 postes P-4, 4 postes P-3 et 5 postes d'agent des services généraux), en attendant qu'il ait examiné le rapport que le Secrétaire général lui présentera à sa session de printemps. Le Comité note à cet égard que, comme l'ont indiqué les représentants du Secrétaire général, ni les modalités du fonctionnement de la

salle d'opérations ni les dispositions prises à cet effet – notamment en ce qui concerne les diverses équipes – ne sont définitives.

23. Le Comité recommande également que, dans le rapport qu'il lui présentera à sa session de printemps, le Secrétaire général expose clairement comment il entend assurer de manière rationnelle le fonctionnement, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, de la salle d'opérations, compte tenu des dispositions du Statut et du Règlement du personnel. Le Secrétaire général devra notamment fournir des informations concernant la composition de chaque équipe et les tâches de chaque fonctionnaire, afin que le Comité soit mieux à même de se prononcer sur le nombre des postes et leur classe. Le Secrétaire général devra également indiquer, en pourcentage, la répartition actuelle de la charge de travail entre les missions de bons offices, les opérations de maintien de la paix et les autres opérations sur le terrain. A ce propos, il note que, sans sa résolution 48/42, l'Assemblée générale

"Se félicite de la création, au sein du Département des opérations de maintien de la paix, d'un centre d'opérations fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, qui sera équipé de réseaux standardisés de communication et d'information, de manière à renforcer la gestion de toutes les opérations de maintien de la paix, et demande au Secrétaire général d'observer l'efficacité et l'efficience du centre d'opérations" (A/48/648, par. 15, projet de résolution I, par. 34).

24 Le Comité consultatif s'interroge sur l'opportunité de créer un groupe de l'analyse des politiques pour assurer, en tant que service distinct, les tâches définies par le Secrétaire général dans son rapport. Certes, ces tâches sont indispensables, mais le Comité est d'avis qu'il incombe à l'ensemble du Département, sous la coordination du titulaire du poste P-4 dont il recommande la création (voir plus loin, par. 32), de recueillir les données d'expérience et les renseignements relatifs à des opérations de maintien de la paix données.

25. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 47/71, a invité à nouveau le Secrétaire général à envisager la création d'un service de liaison afin de permettre aux Etats Membres d'obtenir des informations sur tous les aspects, notamment opérationnels, logistiques et administratifs, d'opérations de maintien de la paix en cours ou prévues. Dans sa résolution 48/42, elle a réitéré cette demande. De l'avis du Comité, il n'est guère nécessaire de créer un groupe distinct. Il conviendrait plutôt que le titulaire du poste P-5 dont il recommande la création à cette fin soit affecté au Bureau du Secrétaire général adjoint.

26. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée de ne pas approuver, au stade actuel, de postes supplémentaires pour le Groupe de gestion des forces de réserve. En effet, les ressources demandées doivent servir à tenir et mettre à jour les accords sur les forces de réserve, accords qui n'ont pas encore été conclus.

27. Au paragraphe 1 e) viii) de l'annexe IV de son rapport, le Secrétaire général demande un poste P-4 pour un informaticien. Le Comité consultatif recommande que les tâches correspondantes soient exécutées par la Division des

/...

services électroniques et ne donne donc pas son assentiment à la création de ce poste.

28. Ainsi qu'indiqué ci-dessous, le Comité consultatif ne recommande pas à l'Assemblée d'approuver le poste P-5 supplémentaire demandé pour renforcer le Bureau du porte-parole du Secrétaire général; il conteste l'argument invoqué au paragraphe 3 de l'annexe IV, à savoir que "le surcroît de travail des fonctionnaires actuels [du Département de l'information] ne leur permet pas, en l'absence de ce poste supplémentaire, d'accorder aux activités du Département des opérations de maintien de la paix l'attention accrue dont celles-ci doivent bénéficier".

29. S'agissant des trois nouveaux postes P-3 qu'il recommande pour la Division de la vérification interne des comptes, le Comité consultatif rappelle qu'il a toujours préconisé le renforcement des capacités de cette division. Cependant, il ne souhaite pas à ce stade approuver la réorganisation interne proposée par le Secrétaire général au paragraphe 4 de l'annexe IV de son rapport. En conséquence, le poste P-5 demandé pour un chef de section ne lui semble pas nécessaire.

30. Au paragraphe 18, le Comité consultatif expose les préoccupations générales qui l'ont amené à formuler ses diverses recommandations concernant les postes. Comme il le dit dans ce paragraphe, le rapport demandé plus haut (par. 6) devra tenir compte de ces préoccupations. Pour un certain nombre de ses recommandations, le Comité a jugé nécessaire de présenter des explications ou des observations complémentaires; celles-ci figurent dans les paragraphes 19 à 29 ci-dessus. Eu égard à la teneur de ces paragraphes, et en attendant que le Secrétaire général lui présente le nouveau rapport qu'il lui a demandé, le Comité recommande à l'Assemblée d'approuver, pour une période de six mois, 148 des 199 postes demandés. Ces postes se répartiraient comme suit :

Postes demandés par le Secrétaire général	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	G-7	GS (autres classes)	Total
Première tranche : 72 postes	1	2	3	17	12	1	1	35	72
Tranche restante : 127 postes	—	4	7	26	16	4	2	68	127
Total	1	6	10	43	28	5	3	103	199
Postes que le Comité recommande d'approuver		3	5	26	29	5	3	77	148

31. Les 148 postes que le Comité recommande à l'Assemblée d'approuver seraient répartis comme suit entre les divers départements et bureaux :

Département des opérations de maintien de la paix (à l'exclusion de la Division des opérations hors Siège)	42
Division des opérations hors Siège	64
Département de l'information	—
Bureau des inspections et investigations dont la création est proposée (Division de la vérification interne des comptes)	3
Département de l'administration et de la gestion	<u>39</u>
Total	<u>148</u>

32. Les 148 postes seraient répartis comme suit dans les divers services dont il est question à l'annexe IV du rapport du Secrétaire général :

Service	Postes recommandés	Paragraphe correspondant de l'annexe IV du document A/48/470
---------	--------------------	-----------------------------------------------------------------------

#### I. DEPARTEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Bureau du Secrétaire général adjoint	D-1	1 a) i)
Salle d'opérations	1 P-5, 5 P-4, 4 P-3, 5 GS	1 a) ii)-v)
Groupe de l'analyse des politiques	1 P-4, 1 GS (autres classes)	1 a) vi)
Groupe de liaison	1 P-5	1 a) vii)
Service administratif	—	1 a) viii)
Division de l'Afrique	1 P-5	1 b)
Division de l'Asie et du Moyen-Orient	1 P-4	1 c)
Division de l'Europe et de l'Amérique latine	1 D-1	1 d)
Bureau du conseiller militaire	1 D-1	1 e) i)
Section de la planification	4 P-4, 3 P-3, 2 GS	1 e) ii)
Groupe de gestion des forces de réserve	—	1 e) iii)

/...



Service	Postes recommandés	Paragraphe correspondant de l'annexe IV du document A/48/470
Division militaire (formation)	1 P-5	1 e) iv)
Division militaire (conseiller en matière de police)	1 P-5, 1 P-4, 1 GS	1 e) v)
Division militaire (gestion du personnel)	2 GS (1re classe) 2 GS (autres classes)	1 e) vi)
Division militaire (rapports)	—	1 e) vii)
Division militaire (informatique)	—	1 e) viii)
Division militaire (divisions régionales)	2 P-4	1 e) ix)

Total partiel (Département des opérations de maintien de la paix, à l'exclusion de la Division des opérations hors Siège)

42 postes : 3 D-1, 5 P-5, 14 P-4, 7 P-3,  
2 agents des services généraux (1re classe),  
11 agents des services généraux (autres classes)

## II. DIVISION DES OPERATIONS HORS SIEGE

Bureau du Directeur	2 GS	2 a)
Service de la planification, de la coordination et de l'information	3 GS	2 b)
Section du personnel des missions	1 P-3, 8 GS (autres classes)	2 c)
Section des finances et du budget des missions	2 P-4, 6 P-3, 3 P-2, 1 GS (1re classe), 12 GS (autres classes)	2 d)
Section de la logistique et des communications	2 P-4, 3 P-3, 2 P-2, 19 GS	2 e)

/...

Service	Postes recommandés	Paragraphe correspondant de l'annexe IV du document A/48/470
Total partiel (Division des opérations hors Siège)		
64 postes : 4 P-4, 10 P-3, 5 P-2, 45 agents des services généraux (dont 1 de 1re classe)		
III. DEPARTEMENT DE L'INFORMATION		
Bureau du porte-parole du Secrétaire général	—	3
IV. BUREAU DES INSPECTIONS ET INVESTIGATIONS		
Division de la vérification interne des comptes	3 P-3	4
V. DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION		
Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité	1 P-4	5
Division du financement des opérations de maintien de la paix	2 P-4, 3 P-3, 3 GS	5 a)
Division de la comptabilité		
Section de la comptabilité des activités opérationnelles	2 P-3, 2 GS	5 b) i)
Groupe des états de paie	1 P-4, 2 GS	5 b) ii) a)
Groupe de l'impôt sur le revenu	—	5 b) ii) b)
Division de la trésorerie	1 GS	5 c)
Division du recrutement et des affectations	2 P-4, 5 GS	5 d)
Division de l'administration et de la formation du personnel	1 GS	5 e)

---

Service	Postes recommandés	Paragraphe correspondant de l'annexe IV du document A/48/470
Division des services médicaux et de l'assistance au personnel	1 P-3, 2 GS	5 f)
Service des bâtiments	—	5 g)
Service des achats et des transports	2 P-4, 3 P-3, 6 GS	5 h)
Division des services électroniques	—	5 i)

---

Total partiel (Division de l'administration et de la gestion)

39 postes : 8 P-4, 9 P-3, 22 agents des services généraux

---

33. Outre le coût des 393 postes demandés pour 1994 (194 approuvés avant mai 1993 et 199 demandés par le Secrétaire général dans son dernier rapport), les prévisions de dépenses pour 1994 comportent, comme indiqué à l'annexe XII et expliqué dans les paragraphes 22 et 23, un montant de 594 000 dollars au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) et un montant de 190 000 dollars au titre des heures supplémentaires. Le Comité consultatif recommande d'approuver à ces titres, respectivement, 200 000 dollars et 50 000 dollars, pour la période de six mois. Il note qu'une partie des ressources prévues au titre du personnel temporaire servirait à financer un poste de secrétaire général adjoint affecté au Cabinet du Secrétaire général. Le Comité n'est pas opposé au maintien de ce poste. Il propose de revenir sur la question des modalités de financement dans le cadre du rapport qu'il a demandé au paragraphe 18.

34. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'autoriser des dépenses d'un montant de 16 376 250 dollars en 1994, à financer par prélèvement sur le compte d'appui pour la période de six mois allant de janvier à juin 1994. Ce montant comprend le coût des 194 postes approuvés avant mai 1993 et des 148 postes que le Comité recommande maintenant de financer en attendant la présentation du rapport du Secrétaire général. Ce montant comprend également des crédits au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions), des heures supplémentaires, des frais de voyage et des services communs.

-----